

N°857

15 Dec. 2022  
Notre courriel :  
ufc@cgt-fapt.fr

## La démocratie bafouée

Les élections professionnelles dans la Fonction Publique viennent d'avoir lieu. A l'heure où ces lignes sont écrites, il semblerait que la CGT soit toujours la 1ère organisation syndicale. Pourquoi écrire cette phrase au conditionnel ? Pour la 1ère fois, tous les fonctionnaires des trois versants de la Fonction Publique ont voté électroniquement. Ce système devait être plus efficace pendant le vote, plus rapide au dépouillement et beaucoup moins cher. Il n'en est rien.

La cacophonie règne depuis plus d'une semaine et la vérification du dépouillement n'est toujours pas finie. L'employeur, en l'occurrence l'Etat, a préparé ce scrutin avec une désinvolture indécente. L'organisation de ces élections a été confiée à une entreprise privée avec un cahier des charges manifestement très en deçà des besoins. Résultat, nous assistons à un taux d'abstention record. Mais est-ce bien de l'abstention ou est-ce plutôt du découragement face à la complexité de l'accès au vote ? De même, est-ce que les organisations du travail permettent de dégager du temps pour voter ?

L'exercice de la démocratie n'est pas une marchandise et ne doit pas être confié au privé. L'Etat doit être garant de la démocratie dans l'entreprise, dans la Fonction Publique, tout comme dans la vie citoyenne. Or, ce n'est pas ce que nous avons constaté lors de la distribution des plis électoraux des Régionales et du Conseil Départemental de 2021. La Démocratie serait-elle gênante pour nos dirigeants actuels ?



### Branche Poste

#### NAO sous haute tension

La saison des NAO commence. Dès le 15 septembre, la CGT avait demandé l'ouverture immédiate des NAO pour se donner le temps de la négociation mais aussi obtenir une mise en application au 1<sup>er</sup> janvier et non pas le 1<sup>er</sup> avril.

La réponse a été cinglante : début du bal le 15 décembre. Nous avons également porté la question des tickets restaurants et la révision du barème d'octroi suite aux récentes réévaluations salariales.

Nous veillerons encore à ce que les cadres ne soient pas la dernière roue du carrosse et bénéficient d'un taux de réévaluation salariale identique aux autres salariés, sans oublier une vraie reconnaissance des compétences et du travail accompli via une augmentation des salaires.

#### CSE tout schuss

La course aux fusions, réorganisations et relocalisations en tout genre s'accélère depuis plusieurs mois mais pourquoi ? Un seul acronyme : CSE. La Poste depuis plusieurs mois demande aux cadres de mettre, ou faire mettre en place, différentes réorganisations, fusions d'établissements voire modifications de périmètre pour les directions. Le seul but de tout cela étant de calquer sur le terrain la vision du siège quant au futur périmètre des CSE.

C'est à ces mêmes cadres qu'il va appartenir d'expliquer les CSE et de tenter de mettre en œuvre ces nouvelles IRP aux rabais. Une fois les principaux contours tracés, il leur sera plus facile de lancer le fameux dialogue social et faire correspondre le futur à un présent déjà formaté.

Pour la CGT il doit y avoir arrêt de toutes les transformations avant la mise en place des CSE en octobre 2024.

### Branche Télécoms

#### Un nouveau plan de sauvegarde

Placée en redressement judiciaire le 5/9, la coopérative spécialisée en fibre optique SCOPELEC comptait 3600 salariés en 2021 pour un CA de 475 M€.

Après la perte du marché historique avec Orange (40% de son activité), plusieurs acteurs du secteur ont présenté leurs offres de reprise. Carlos Verkaeren, Président du Directoire, invite les salariés, les collectivités locales et les autres coopératives à acheter des parts sociales ou des titres participatifs, pour sauver 82% des 2.250 emplois en jeu. 3 à 5 M€ seraient nécessaires.

Après avoir apaisé les relations avec Orange, la future SCOP souhaite s'appuyer sur la 5G, les services aux PME et collectivités (data centers et télésurveillance, installation de bornes de recharge électrique).

#### Appel à la revalorisation des salaires

Il y a urgence à redonner du pouvoir d'achat aux ménages ! Le gouvernement et le patronat imposent un simulacre de négociation sur le partage de la valeur dans les entreprises qui se résumera à des primes « one shot » et exonérées de cotisations sociales.

Côté Orange, nos hauts dirigeants accordent le versement d'une prime de 400 € pour 11 000 salariés ayant un revenu annuel jusqu'à 40,2 k€ ou 900 € pour 22 000 salariés ayant un revenu annuel jusqu'à 50,4 k€.

Quelle hypocrisie sachant que ces mêmes hauts dirigeants ont amélioré leur pouvoir d'achat sans conditions et qu'ils pouvaient donner jusqu'à 6000€ de prime.

Scandaleux et révoltant ! C'est dans cet état d'esprit que la CGT FAPT appelle l'ensemble des salariés à entrer dans la lutte pour préserver leur pouvoir d'achat.



FLASH CADRES



Fédération nationale des salariés du secteur  
des activités postales et de télécommunications CGT  
Union Fédérale des Cadres  
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex  
Tél. : 01 48 18 54 30 - C.C.P. Paris 20376 D  
Site : www.cgt-fapt.fr Mail : ufc@cgt-fapt.fr



## Social

### Et le pire patron du monde est ...

La Confédération Syndicale Internationale (CSI) vient de décerner le titre de "Pire patron du monde" lors de son congrès de novembre dernier, qui a rassemblé près de 1000 syndicalistes de 122 pays.

C'est Peter Hebbethwaite, PDG de P&O Ferries, société de transport Britannique, qui remporte le trophée.

Il faut dire qu'il n'a pas démerité ce prix. En effet, Mr Hebbethwaite avait fait scandale en mars dernier en virant près de 800 salariés par un simple message vidéo Zoom préenregistré de 24 secondes, sans préavis ou consultation préalable des syndicats, actant ainsi une violation du travail britannique. Violation assumée sans vergogne par le lauréat, qui précise même être prêt à le refaire.

Le patron des ferries britanniques a recueilli 39% des voix, devant son homologue Américain d'Amazon, Jeff Bezos, et le PDG de la compagnie aérienne australienne Quantas, Alan Joyce.

## Échos

### Le radar travail et environnement

La COP 27 se conclut sur un gout d'inachevé. Rien de concret n'a été voté pour opérer un changement de trajectoire du réchauffement climatique. Autre enseignement, il n'est plus possible d'attendre que les choses viennent d'en haut, pour permettre à chacun d'agir à partir de son travail et de ses responsabilités professionnelles, l'UGICT-CGT a construit avec le collectif « Pour un réveil écologiste » un "Radar travail et environnement".

Un outil destiné aux salariés et fonctionnaires pour peser sur la transformation écologiste de leur entreprise et collectivité. Ils pourront ainsi établir un état des lieux et être force de propositions et de revendications environnementales devant leur direction. Il s'agit d'un levier pour mettre fin à la dissonance cognitive entre l'urgence environnementale et le contenu et le sens de son travail. Rendez-vous donc sur [radartravailenvironnement.fr](http://radartravailenvironnement.fr)

### Jour de grève : attention aux arnaques

La grève est un droit et le paiement d'un jour férié chômé est régi par le Code du travail. L'employeur prétend que la grève se poursuit jusqu'à la reprise du travail, ce qui est vrai dans le fond mais ne concerne pas la grève du 10 novembre dernier puisqu'elle ne concerne que ce jour.

Nous invitons tous les salariés et agents publics de bien vérifier leur fiche de paye. Attention toutefois, la question des jours fériés et, plus généralement, celle du temps de travail est très souvent renvoyée à la négociation collective et peut connaître des particularités selon la branche, le secteur d'activité, le statut de l'entreprise ou du salarié et selon la fonction publique. Il se peut donc que, dans certains cas, d'autres règles soient applicables.

## International

### Ramener la coupe à la Raison

La préparation du « mondial de foot » a entraîné la mort de milliers de travailleurs employés au mépris de toutes règles élémentaires, dans des conditions de travail inacceptables.

Alors qu'il est demandé aux citoyens, partout dans le monde, de la sobriété énergétique, la climatisation de stades à ciel ouvert, le déplacement des spectateurs en avion du lieu d'hébergement aux stades font que cette coupe du monde au Qatar est un scandale !

La CGT, la CFDT et l'UNSA se joignent à Amnesty International pour appeler à « ramener la coupe à la raison » et exiger l'indemnisation des familles de victimes, la protection des travailleurs migrants et le respect des droits humains tout au long de la compétition.

Signons la pétition : <https://droits-humains.amnesty.fr/amnesty-international/petition/>

**Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) espace Cadres**

## Retraite

### Tromperie

La pilule sera-t-elle moins dure à avaler si on l'enrobe de sucre glace ? Le Ministre du Travail prévoit une pension minimale de 1 100 euros pour une carrière complète. Pour les 70% de pauvres qui n'ont pas une carrière complète, l'inscription, dès 2003 dans la loi qui n'est pas appliquée, d'une garantie à 85% du smic le permet déjà.

Question pénibilité, qu'y a-t-il de plus violent que de s'en prendre à l'âge légal qui impacte particulièrement le bas de la hiérarchie sociale ? Concernant l'emploi des seniors, la proposition de toucher partiellement le chômage pour un travail moins bien payé revient à embaucher à moindre coût des salariés expérimentés.

La CGT ne peut se satisfaire de ces propositions et mettra tout en œuvre pour obtenir de meilleurs droits.

## Luttes

### La pilule est amère

Le manque de certains médicaments du quotidien observé dans les pharmacies ces derniers jours va-t-il perdurer ? Non, a assuré le Ministre de l'Industrie. Les syndicats sont, eux, moins catégoriques.

La fédération CGT de la chimie (Fnic) fait même le parallèle entre les rayonnages vides des officines et les pénuries d'essence en octobre.

Depuis le début de l'automne, les mouvements de grève s'enchaînent dans les laboratoires pharmaceutiques. Dans ce secteur adepte des 30% de marge sur ses ventes, les résultats sont au beau fixe.

« Tous les laboratoires ont fait le choix de leurs actionnaires » déplore Jean-Louis Peyren, coordinateur CGT du groupe SANOFI. Les salariés demandent leur part de ces résultats mirifiques.

### Autre énergie, autres moyens de casser la grève

Comme dans les raffineries, tous les moyens sont bons à GRDF pour faire stopper une grève des techniciens gaziers qui revendiquent une augmentation de 40 euros brut.

Face à cette demande qui correspond aux autres entreprises du secteur (EDF et Enedis), la direction dépose plainte pour des dégradations de matériel ou pour des coupures de gaz intempestives.

Elle a assigné en justice un militant de la CGT FNME et a été débouté, devant ainsi lui verser 1500€ d'amende. Dans la même trempe, elle relance les négociations salariales sans la CGT, non signataire du dernier accord, plutôt que de rencontrer les salariés en grève pour une fin du conflit.

« Cela revient à mettre notre grève de côté » s'indigne le délégué central CGT Sébastien Raya.

## Égalité

### Allons plus loin

L'OIT a adopté, en juin 2019, la première loi mondiale contre les violences sexistes et sexuelles. En France, plusieurs mesures ont été mises en place mais les effets attendus sont encore insuffisants.

En effet, la majorité des situations reste toujours aussi difficile à régler.

De plus en plus de victimes de violences sexistes et sexuelles se retrouvent pénalisées sans que les sanctions attendues soient prises.

Au lieu de suspendre, puis de sanctionner le salarié mis en cause, on continue souvent de déplacer, discréditer, voire plaquer ou licencier la victime.

Il est temps d'aller plus loin : responsabiliser les employeurs à tous les niveaux, renforcer les moyens d'action des référent·e·s, sécuriser l'emploi et la carrière des victimes.